

Aperçu

Le contexte humanitaire reste préoccupant suite à une conjoncture sécuritaire dégradée dans les régions du nord et du centre du pays où le banditisme, les conflits intercommunautaires et la présence de groupes armés et d'extrémistes sont toujours signalés et représentent ainsi une menace pour la sécurité des populations. L'insécurité sur les principaux axes routiers entrave la circulation des personnes et des biens, l'accès des populations aux services sociaux de base, ainsi que l'accès des humanitaires aux populations vulnérables. Au 31 décembre 2017, le bilan est mitigé avec 133 contraintes sécuritaires contre des acteurs humanitaires et seulement 43% des fonds requis ayant été reçus. Les différents clusters ont pris part au processus de planification humanitaire 2018 (HNO/HRP) et il est estimé qu'au total 4 095 000 personnes auront besoin d'une ou plusieurs formes d'assistance humanitaire en 2018 contre 3,7 millions en 2017.



Mouvements de populations

Au 31 décembre 2017, la Commission Mouvement de Populations (CMP) comptabilisait 38 172 PDI (7 716 ménages) contre 58 594 PDI au 30 septembre 2017 et 526 505 retournés depuis le début de la crise (cumul janvier 2013 à décembre 2017). Par ailleurs, alors que des retours de PDI sont observés dans toutes les régions, 8 164 nouveaux déplacements forcés ont été enregistrés suite à la recrudescence des violences dans les régions de Tombouctou, Ménaka, Gao et au niveau de la bande frontalière du Mali et du Burkina Faso. 63 107 anciens réfugiés maliens rapatriés ont été comptabilisés ce qui constitue une augmentation de 2 018 personnes par rapport aux 61 089 rapatriés rapportés au 30 septembre 2017. L'UNHCR a également enregistré 130 277 réfugiés maliens dans les pays limitrophes de la Mauritanie, du Niger et du Burkina Faso.



Éducation

Au début de l'année scolaire de 2017-2018 en octobre 2017, le cluster Education ainsi que de son partenaire le Ministère de l'Éducation, a mis en place une stratégie pour assurer la continuité de l'éducation pour les enfants scolarisés en créant des « Centre d'Apprentissage Communautaires », dans les zones touchées par le conflit (Gao, Ménaka, Mopti et Tombouctou). En décembre 2017, un totale de 657 écoles étaient fermées, représentant près de 160 écoles de plus qu'à la fin de l'année scolaire 2016-2017.



Sécurité alimentaire et nutrition

En référence au Cadre Harmonisé (CH) de mars 2017, l'insécurité alimentaire a touché à la mi-2017 plus de 20% de la population malienne, soit 3,8 millions de personnes en phase 2 et au-delà. Cette nette hausse par rapport à 2016, va continuer de se dégrader en 2018. L'atelier du CH de novembre 2017 estime que 4,1 millions de personnes seront en insécurité alimentaire à la mi-2018, dont 800 000 en phases 3 et 4 du CH et ayant un besoin urgent d'assistance alimentaire et agricole durant la période de soudure 2018. Au niveau de la Nutrition, 113 104 enfant malnutris aigus sévère sur 107 000 ciblés ont été admis, soit 106%. Le taux de guérison est de 91%, abandon 8,2% et décès 0,8%. Concernant le nombre d'enfants malnutris aigus modéré admis, il est de 73 193 sur les 335 000 ciblés, soit 21% atteint avec un taux de guérison de 93%, abandon 7% et aucun décès.



Eau, Hygiène et Assainissement

Le financement du secteur ne s'est pas amélioré jusqu'à la fin de l'année 2017 (3.1M reçus sur 28,5M requis) mais cela n'a pas empêché les acteurs de réaliser certaines activités afin de soutenir les populations les plus démunies (portée de 72% en termes d'accès à l'eau et 34% en termes de réponses d'urgences). L'activité *WASH in NUT* reste la moins financée (8% de réalisations : 7 979 enfants MAS ont été assistés sur 88 389 ciblés). Le taux de malnutrition augmente dans les régions du nord et des milliers d'enfants risquent d'attraper des maladies d'origines hydrique du fait de leur état de convalescence.

Abris & Biens Non alimentaires

	Requis	Reçu
Financements au 31 Décembre 2017	13M	2.4M (18%)

Objectifs

- Assurer une réponse abris/BNA coordonnée et efficace à toutes les populations vulnérables dans les 4 régions affectées par le conflit.
- Fournir aux populations affectées par le déplacement, suite au conflit ou aux inondations, les moyens leur permettant de mieux résister aux chocs par le pré-positionnement des stocks.
- Assurer la collecte et l'analyse des données sur les conditions d'accès à l'Abri et Biens non alimentaire (BNA), dans les zones de retour, pour mieux répondre aux besoins.

Réponse et lacunes

BNA : Distribution de biens non alimentaires pour 16 000 ménages vulnérables vivant dans les zones de retour, dans les régions de Tombouctou (Gourma, Goundam, Tombouctou, Diré), Gao (Ansongo, Ménaka, Gao), Mopti (Douentza, Youwarou, Tenenkou, Mopti) et Ségou (Niono). Pendant le dernier trimestre de 2017, 3 499 ménages (soit 20 994 personnes) ont bénéficié de ces distributions. Sur l'année, 11 921 ménages (71 526 personnes) ont reçu ce soutien, leur permettant de faire le ménage, de se protéger contre les maladies et de faciliter leurs résiliences.

Habitats en banco : Dans les régions de Tombouctou (Tombouctou, Goundam, Gourma), Gao (Ménaka, Gao, Ansongo) et Mopti (Douentza), 1 950 maisons endommagées suite au conflit armé ont été construites ou réhabilitées pour des rapatriés, retournés, et population hôte. Durant le trimestre en revue, 259 maisons ont été réhabilitées permettant à 1 554 personnes d'avoir un toit durable. Au total, ce sont 4 092 personnes qui ont bénéficié de la réhabilitation de 682 abris en 2017 dans les régions de Gao, Ménaka, Tombouctou, Mopti et Kidal.

Abris traditionnels : Mise à disposition d'abris traditionnels pour les populations nomades vulnérables, vivant dans la région de Tombouctou, Gao et Mopti. 2 186 cases traditionnelles ont été distribuées permettant à 13 116 personnes de bénéficier d'un toit. Au total, ce sont 17 316 personnes qui ont bénéficié de 2 886 abris traditionnels en 2017.

Abris d'urgence : Mise à disposition d'abris d'urgence pour les populations vulnérables suite aux conflits intercommunautaires et inondations. Un total de 2 973 abris d'urgence pour 17 838 personnes a été distribué depuis le début de l'année dans le cadre des conflits intercommunautaires dans les régions de Gao et Ménaka, Tombouctou, Mopti, et Ségou. Ils ont permis aux populations déplacées de façon urgente de vivre en dignité et en sécurité.

Des lacunes sont toutefois observées dans le domaine de la construction/réhabilitation des abris, du fait que le cluster n'a pu disposer de ressources nécessaires pour satisfaire tous les besoins en abri. Ainsi, le cluster a ciblé la construction/réhabilitation de 1 950 abris, et seul 18% ont pu être atteints.

Indicateurs	Cible	Q1	Q2	Q3	Q4	Cumul	Taux
Nombre d'habitations en banco réhabilitées ou construites pour les populations vulnérables	1 950	Non dispo.	100	323	259	682	35%
Nombre d'abris traditionnels distribués pour les populations vulnérables dans les régions du nord	850	Non dispo.	700	0	2186	2 886	340%
Nombre de ménages vulnérables ayant reçu l'assistance en NFI	16 000	Non dispo.	5 642 ¹	2 780	3 499	11 921	66%

Défis

- Le faible financement des abris ;
- L'inaccessibilité de certaines zones d'intervention due à l'insécurité ;
- Difficultés de logistique dans les zones d'intervention, risque de braquages ;
- Manque d'évaluations nationales sur les besoins en abris ;
- Manque d'uniformité des kits dans les interventions ;
- Adaptation et approche participative ;
- Coordination pour des réponses multisectorielles intégrées ;
- Partage des leçons apprises, bonnes pratiques, définition des standards ;

¹ Une erreur s'était glissée dans le rapport du 3^{ème} trimestre faisant état de 4 323 au lieu de 5 642. Erreur rectifiée dans ce tableau.

- Harmonisation des seuils d'intervention (exemple sur les catastrophes naturelles), mandat.

Perspectives

- Mobilisation et plaidoyer pour l'accès humanitaire, la réponse multisectorielle coordonnée et pour le financement des projets d'abris/BNA ;
- Procéder à une évaluation quantitative nationale sur les besoins en abris ;
- Renforcer la coordination au niveau national et mettre à jour les outils de coordination ;
- Uniformiser les kits d'intervention au sein du cluster.

Messages clés

- Mobiliser des ressources pour la fourniture d'abris et BNA aux populations extrêmement vulnérables ;
- Faire un plaidoyer pour des réponses multisectorielles coordonnées (notamment NFI/Vivres) ;
- Renforcer les outils de coordination existant et le rapportage.

Impact concret dû au sous-financement et/ ou au manque d'accès

- La dignité de plus de 1 500 ménages vulnérables n'est pas assurée ;
- Possibilité d'entacher la cohésion sociale dans certaine zone en offrant une assistance abris à certains ménages dans le besoin et pas à d'autres ;
- Refus par la communauté de l'assistance sélective entre rapatriés. Ceci pourrait alors engendrer des confrontations.

Coordinateur du cluster : Mail : cord.mali@sheltercluster.org; Contact : 66811219/94945273

Membres du cluster : ACTED, NRC, OIM, CR Lux, UNHCR, Stop-Sahel, Terres sans frontières (TSF), Ministère de la Solidarité et de l'Action humanitaire, DG de la Protection civile

Coordination régionale : Gao Daouda Diallo | diallod@unhcr.org | +223 66811219

Eau, Hygiène et Assainissement

	Requis	Reçu	
Financements au 31 décembre 2017	28,5M	3,1M	(11%)

Objectifs

- Renforcer la priorisation des axes et zones d'interventions des acteurs humanitaires à travers une analyse continue des besoins humanitaires ;
- Améliorer l'accès des populations aux infrastructures WASH, notamment l'accès à une source d'eau potable des populations victimes du conflit et celles des zones touchées par les crises saisonnières d'eau en raison de la baisse du niveau de la nappe et de la pression du bétail ;
- Améliorer les mécanismes de réponse permettant de fournir aux personnes en situation d'urgence une assistance WASH coordonnée et adaptée à leur vulnérabilité.

Réponses et lacunes

Durant la période en revue, 140 778 personnes (71 797 femmes et 68 981 hommes) de plus ont eu accès à une source d'eau permanente dans les régions du nord grâce à la réalisation/réhabilitation de 117 points d'eau. 3 590 couples

enfants/accompagnant ont bénéficié de kits *WASH in Nut* ainsi que des messages de sensibilisation sur l'hygiène. Cependant, aucun kit d'urgence n'a été distribué durant ce dernier trimestre par manque de fonds.

Indicateurs	Cible	Q1	Q2	Q3	Q4	Cumul	Taux
# d'enfants admis pour traitement MAS ayant reçu un kit EHA	96 368	698	3 691	0	3 590	7 979	8%
Nombre de personnes ayant accès à une source d'eau potable adaptée à leur vulnérabilité	789 927	29 384	88 840	196 565	140 778	455 567	58%
Nombre de centres de santé bénéficiant du paquet minimum EHA	244	34	139	73	168	414	170%
Nombre de personnes ayant bénéficié d'une assistance en EHA d'urgence	634 232	19 944	67 656	4 581	3 590	95 771	16%
Nombre de personnes sensibilisées aux bonnes pratiques d'hygiène	634 232	34 704	144 532	48 924	21 540	249 700	39%

Défis

- Manque de flexibilité des financements dans le type d'intervention (urgence/réhabilitation/développement) et dans la durée, et faible taux de financement du secteur ;
- Manque d'un gestionnaire d'informations au niveau du cluster, ce qui impacte la collecte et l'analyse des informations, et retarde la disponibilité des informations ;
- Manque de moyens des services techniques et autorités locales ;
- Difficulté d'adapter les activités à un contexte sécuritaire toujours très instable et volatile ;
- Problématique hydraulique villageoise et hydraulique pastorale, les deux étant indissociables ;
- Insuffisance des données au niveau administratif 2 (cercle) et 3 (commune) pour faciliter le ciblage des zones d'intervention par les partenaires du cluster ;
- Faiblesse du système de gestion et de maintenance des points d'eau, lié au manque de volonté de certaines communautés ;
- Baisse saisonnière du niveau de la nappe entraînant des crises d'eau dans certaines localités.

Perspectives

- Recherche de financement pour les activités *WASH in Nut* ;
- Participer à la finalisation de la stratégie EHA dans le cadre du nexus humanitaire développement ;
- Participer à l'élaboration de la stratégie et la priorisation des zones du CERF 2018.

Messages clés

Le manque de financement des activités *WASH in Nut* aggrave la vulnérabilité des couples enfants/accompagnant du fait qu'ils ne sont pas accompagnés et soutenus du coup on peut les sauver de la malnutrition mais ils ne sont pas à l'abri des maladies d'origine hydriques qui peuvent les être fatales.

Impact concret dû au sous-financement et/ou au manque d'accès

Le sous financement ne s'est pas amélioré durant le dernier trimestre de l'année, ayant donc un impact considérable sur l'atteinte des objectifs de l'année. L'objectif concernant l'accès à l'eau à travers le réhabilitation/réalisation de point d'eau n'a été atteint qu'à 35%. Le nombre de personnes vulnérables aux maladies d'origine hydriques (cholera, diarrhée, dysenterie...) reste ainsi très élevé et inquiétant. Les réalisations concernant l'accompagnement des couples enfants/accompagnant ont été de 8% en 2017, sachant que 50% des malnutri dans les régions du nord sont aussi atteints par des maladies d'origine hydrique les rendant très vulnérables et augmentant les risques. De plus, le manque de flexibilité des bailleurs d'urgence sur la durée des projets impacte la pérennisation des ouvrages car il n'y a pas suffisamment de temps pour le suivi après mise en œuvre et faire un accompagnement/coaching des comités de gestion.

Coordination

- Coordonnateur du Cluster : Fassou NORAMOU | UNICEF | fnoramou@unicef.org | +22375993411
- Cluster Lead : UNICEF. Co-lead : CPS/SEEUDE en collaboration avec DNH et DNACPN. Co-facilitateur : Solidarités International

Membres du cluster

IRC, ACF-E, ACTED, OXFAM, PLAN MALI, CRS, ISLAMIC RELIEF, IMADEL, ASDAP, LVIA, NCA/ AEN, AVSF, SAVE THE CHILDREN, ACCORD International, ACTION MOPTI, ADDA, ADENORD Mali, Arche noVa, SIA, Stop Sahel, AVES, CARE International, Help, LWR, Secours Islamique France, SOLIDARITES INTERNATIONAL, Terre des Hommes, World Vision, Aidemet Antenna, ALIMA, APSM, Croix rouge danoise, CN-CIEPA, , CROIX ROUGE MALIENNE, Eau Vive, FONGIM, Handicap International Mali, WHH, WATERAID, UNICEF, OCHA, UNHCR, OMS, DHN, DNACPN, DNS/DNHP, DRH, DRACPN, DRS et CPS-SEEUDE

Éducation

	Requis	Reçu
Financements au 31 décembre 2017	\$ 35M	\$ 5.1M (14.6%)

Objectifs

- Renforcer les capacités de préparation aux situations d'urgence dans le secteur de l'éducation, y compris la préparation des écoles aux catastrophes naturelles ;
- Améliorer l'accès des filles et des garçons (3-15 ans) affectés par la crise sécuritaire à des apprentissages formels et non-formels de qualité dans un environnement sain et protecteur ;
- Disposer d'une analyse approfondie des besoins éducatifs des enfants (3-18 ans) et du personnel éducatif vivant dans les régions affectées par la crise sécuritaire.

Réponse et lacunes

Les efforts fournis par les partenaires humanitaires en 2017 ont facilité l'accès à des offres éducatives formelles et alternatives à plus de 350 000 enfants en âge scolaire. Néanmoins, la situation éducative reste complexe dans les zones affectées par la crise sécuritaire dans les régions du nord et très préoccupante dans le centre. Au début de l'année scolaire 2017-2018, environs 676 écoles sur 4 872

situées dans les 66 communes affectées étaient fermées, contre 619 en 2016-2017. La raison de cette augmentation s'expliquerait par l'insécurité persistante, en particulier dans la région de Mopti où 409 écoles sont fermées sur un total de 1 942 dans la région. Ceci représente 62% de la totalité des 657 écoles fermées en décembre.

Défis

- Au 31 décembre 2017, plus de 650 écoles étaient toujours fermées entraînant l'insuffisance de l'offre éducative aux enfants vulnérables et donc la déscolarisation et la non-scolarisation de milliers d'enfants ;
- Près de 2 700 enseignants titulaires ne sont pas retournés ou n'ont pas été déployés à leur postes, diminuant ainsi la qualité de l'enseignement parfois dispensé par des volontaires. Un gap est également visible au niveau des formations des enseignants et de leur accompagnement et suivi ;
- Un besoin de prise en charge psychosociale des enseignants et enfants affectés s'est également fait ressentir dans beaucoup de communautés affectées ;
- Dans les écoles ouvertes, l'absence de cantines scolaires est un facteur limitant pour assurer le maintien et la fréquentation constante des enfants à l'école.

Perspectives

En 2018, le cluster se focalisera sur les enfants en âge scolaire, y inclus ceux non-scolarisés situés dans les communes au nord et au centre du pays. Un soutien urgent sera apporté aux enfants déscolarisés/non scolarisés dans les régions affectées par une crise quelle que soit sa nature.

Tous les enfants bénéficieront d'un environnement protecteur à travers une éducation de qualité. Des acteurs d'éducation seront formés à la cohésion sociale, à la culture de la paix ainsi qu'à la réduction des risques et des catastrophes.

Messages clés

Les enfants non scolarisés sont les plus vulnérables à la violence, au viol et au recrutement pour le combat.

Impact concret dû au sous-financement et/ ou au manque d'accès

Un retard dans la possibilité de la réouverture des écoles qui enjambe l'insuffisance de l'offre éducatives aux enfants vulnérables. Déscolarisation et non-scolarisation des enfants des zones affectée

Coordonnatrice du Cluster

Sharmila Pillai | UNICEF | spillai@unicef.org | +22382992821

Membres du cluster

ACTED, Arche Nova, Croix Rouge, Handicap International, Plan Mali, IRC, Islamic Relief, NRC, Save the Children International, World Education, ACAS, ALMUD, APADL, AMSS, APROMORS, AZHAR, CERCA, CRADE, Eveil, GARDL, GARI, SOLISA, PAM, OCHA, UNHCR, UNICEF, DDRK, CAMRIS, LuxDev, USAID, MEN

Nutrition

Requis Reçu

Financements au 31 décembre 2017

58M 24,3M 42%

Objectifs

- Dépister et prendre en charge les cas de malnutrition aigüe.
- Prévenir la malnutrition dans la population à risque.
- Surveiller la situation nutritionnelle à travers la communauté et le système d'information sanitaire et renforcer la coordination intersectorielle.

Réponse et lacunes

- Le cluster a finalisé ses contributions pour le HRP 2018
- Réalisation de la revue annuelle de nutrition de la DNS avec l'appui du cluster nutrition
- Révision du protocole national de la prise en charge intégrée de la malnutrition aigüe (PCIMA)
- Présentation des résultats de l'enquête SMART nationale dans les différents forums et rencontre (ICC, EHP, PTF Santé etc.)

Indicateurs	Cible	Q1	Q2	Q3	Q4	Cumul	Taux
Nombre de cas de MAS chez les enfants de 6-59 mois traités	107 000	22 087	29 909	37 186	31 328	120 510	113%
Nombre de cas de MAM chez les enfants de 6 à 59 mois traités	335 000	15 173	18 071	24 409	15 540	73 193	22%
Nombre de femmes enceintes et allaitantes traitées de malnutrition	49 000	6 561	5 885	10 819	6 816	30 081	61%
Nombre d'enfants de 6-23 mois bénéficiaires de la distribution alimentaire générale de couverture (BSFP)	114 768	0	46 155	119 823	72 365	119 823 ²	104%
Nombre de femmes enceintes et allaitantes bénéficiaires de la distribution alimentaire générale de couverture (BSFP)	56 510	0	19 067	52 929	24 555	52 929 ²	94%

Défis

- Difficultés des structures appuyées à poursuivre les actions entreprises tout en maintenant un standard minimum de qualité après le retrait de leurs partenaires ;
- La stratégie Nexus pour le binôme santé-nutrition. Difficulté de se focaliser essentiellement sur le renforcement du système de santé pour consolider l'intégration de la nutrition au paquet minimum d'activités de soins de santé ;
- Sur la bande pastorale et agropastorale la saison d'hivernage n'a pas été satisfaisante ce qui pourrait entraîner une soudure précoce en 2018, impactant sur l'état nutritionnel de la population vulnérable et aggraver leur état actuel ;
- Besoin de financements ayant un focus sur la prévention et traitement (y compris les médicaments, et plumpy'nut).

Perspectives

- Renforcer les actions de plaidoyer pour le développement de la nutrition auprès du gouvernement et des bailleurs de fonds ;
- Renforcer les activités de prévention et de surveillance nutritionnelle en complément au traitement de la malnutrition aigüe ;
- Renforcer la coordination du cluster par la mise en place de la co-facilitation au niveau des régions et au niveau national.

² Le principe de cumul ne s'applique pas pour cet indicateur car il s'agit de distributions réalisées sur la même population. La valeur la plus élevée est donc prise en compte.

Messages clés

Comme indiqué dans le Cadre Stratégique pour la Relance Economique et de Développement Durable du Mali (CREDD 2016-2018), la lutte contre la malnutrition est indispensable à la construction d'un « Capital humain adéquat au processus de développement d'un pays », dans la perspective d'atteinte des Objectifs du Développement Durable.

Impact concret dû au sous-financement et/ ou au manque d'accès

Faible taux de résultat pour la malnutrition aigüe modérée (22%) et augmentation des cas de malnutrition aigüe sévère au-delà de la cible (106%) avec risque de mortalité augmenté.

Coordonnateur du cluster

Claude Chigangu, UNICEF, bchigangu@unicef.org, Cell : (+223) 75 99 75 54/ (+223) 94 34 39 85

Membres du cluster

ACF, ACTED, AMCP/ALIMA, AVSF, BORNE FONTAINE, CARE, COOPI, CRB, CRS, HKI, IEDA RELIEF, IMC, IRC, MDM B, MEDICUS MUNDI, MPDL, MSF F, MSF E, OMAES, PU-AMI, SAVE THE CHILDREN, TDH LAUSANE, WHH, WORLD VISION, CISV, IRC, SOPOTI.

Protection

	Requis	Reçu	
Financements au 31 décembre 2017	30,8M	3,3M	(11%)

Objectifs

- Répondre aux besoins immédiats et ponctuels urgents des personnes affectées à travers une assistance holistique.
- Soutenir la stratégie d'autoprotection des personnes affectées et renforcer les capacités des acteurs nationaux pour l'atteinte de solutions durables et la création d'un environnement protecteur.
- Améliorer l'information sur les risques, les vulnérabilités, et renforcer les capacités pour mettre en place des actions d'atténuation des risques afin de promouvoir le respect des droits fondamentaux des personnes affectées.

Réponse et gaps

Le Groupe de Travail Accès à la Justice et État de Droit (GT-AJED), a recensé, pour les mois d'octobre, novembre et décembre 2017, 120 violations et abus des droits de l'homme, faisant 235 victimes (dont 4 femmes et 3 enfants). En ce qui concerne l'accès à la documentation civile : 119 personnes (dont 29 femmes) ont participé à des dialogues sur la documentation civile dans les régions de Ménaka, Gao et Mopti. 3 339 adultes (dont 1 167 femmes) et 1 266 enfants (dont 467 filles) ont bénéficié d'une assistance pour l'établissement de documentation civile (extraits d'actes de naissances et cartes d'identité nationales) dans les régions de Mopti, Gao, Tombouctou et Ménaka. A peu près 1 000 personnes identifiées n'ont pu bénéficier d'une assistance à la documentation civile par défaut de financement.

Le sous cluster violences basées sur le genre (VBG) a quant à lui renforcé les capacités de 80 prestataires de services et utilisateurs du GBVIMS (41 Femmes, 39 hommes) sur les nouvelles directives en matière de gestion de cas VBG et l'analyse des données VBG. Un pool de 22 formateurs (5 hommes et 17 femmes) sur la gestion de cas a été mis en place pour appuyer les régions de Gao, Tombouctou, Kidal, Ménaka Mopti, Kayes et Bamako. Durant la période en revue, 960 cas ont été rapportés par le GBVIMS, dont 95% de femmes et 62% d'enfants. Il est important de souligner que 8% des survivant(e)s dans le besoin n'ont pas bénéficié de services médicaux, 65% n'ont pas bénéficié d'appui à la réinsertion socio-économique, 27% n'ont pas bénéficié de services d'hébergement en lieux sûrs. Des défis importants demeurent tels que l'insuffisance des services de prise en charge holistique des survivant(e)s dans les régions affectées. En outre, 60% des structures sanitaires dans les régions affectées sont dépourvues de kit post viol.

Le concept Nexus introduit pendant le Sommet Mondial Humanitaire à Istanbul en 2016, nécessite une réflexion au niveau des pays en crise humanitaire et des pratiques liées à leurs situations spécifiques.

En ce qui concerne la protection de l'enfance, un total de 3 694 enfants affectés par la crise ont reçu un appui psychosocial dans sept espaces amis des enfants dans les régions du Nord (deux à Ménaka ; deux à Ansongo ; deux à Kidal et un à Gao) pendant le dernier trimestre 2017. Ce qui donne un total de 10 580 enfants (5 252 garçons et 5 328 filles) pour toute l'année 2017. Sept enfants sortis des groupes armés ont bénéficié d'une prise en charge transitoire (prise en charge médicale et psychosociale et alimentation) pendant le dernier trimestre 2017 comptabilisant ainsi un total de 28 enfants sortis des groupes armes pour la prise en charge transitoire et 114 autres enfants démobilisés (112 garçons et deux filles) qui ont bénéficié de kits de réinsertion pour les besoins de bases dans les régions de Gao, Ménaka et Kidal en 2017.

Pour le dernier trimestre 2017, UNMAS et ses partenaires ont poursuivi les interventions dans le domaine de la sensibilisation des populations dans les régions affectées par la problématique des engins explosifs. Plus de 12 000 personnes dont 23% d'hommes, 20% de femmes, 29% de garçons et 26% de filles ont bénéficiés de séances d'éducation aux risques sur les engins explosifs dans les régions de Kidal, Tombouctou, Gao et Mopti. Le dernier trimestre 2017 a été marqué par trois incidents, faisant six victimes (quatre blessés et deux morts). Tous les blessés ont bénéficié d'une prise en charge médicale.

Indicateur	Cible	Q1	Q2	Q3	Q4	Cumul	Taux
Nombre d'acteurs nationaux et partenaires internationaux ayant bénéficié d'une formation sur la protection (prévention et réponse)	640	61	4	124	156	345	54%
Nombre de survivants de VBG ayant reçu un soutien approprié	2 100	768	600	465	1 037	2 882	137%
Nombre d'enfants ayant eu accès à un support psychologique à travers des CFS/espaces sécurisés	20 000	0	5 358	1 528	3 694	10 580	53%

Défis

- La faible présence de l'État dans les localités du nord et du centre Mali avec pour conséquence : la dégradation de la situation sécuritaire, un accès limité des populations aux services de base notamment aux services de justice et de la documentation civile ;
- Le faible financement des projets de protection (29% en 2014, 10% en 2015, 6% en 2016 et 10% pour l'année 2017 avec pour conséquence la faible couverture en réponse de protection dans les régions affectées par les conflits ;
- Un vaste espace géographique à couvrir et une limitation de l'accès humanitaire résultant de l'insécurité et du mauvais état du réseau routier ;
- Une complexité de l'environnement sécuritaire du Mali et une transformation des conflits caractérisés par des violences dynamiques et sporadiques qui exposent davantage les civils, mais aussi les acteurs humanitaires ;
- Une faiblesse des institutions judiciaires dans les régions du nord qui constitue un blocage pour le traitement des dossiers des violations et abus graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire et le climat d'impunité ;
- Un manque de ressources humaines et financières pour soutenir l'accompagnement judiciaire des victimes des violations des droits de l'homme ;
- La lenteur des mairies et des tribunaux pour l'établissement de documentation civile ;
- L'insuffisance des services de prise en charge des survivants de VBG dans les régions du nord ;
- Le manque de stratégie de communication communautaire sur les VBG favorise la perpétuation du tabou et l'impunité (absence des services judiciaires, pas de loi spécifique), entraînant la banalisation des actes de VBG dans les communautés ;
- La déclaration tardive des cas de violences sexuelles au-delà de la période de 72 heures ;
- L'absence d'une base de données CPIMS ;
- Des disparités dans les outils de collecte de données pour la protection de l'enfance en urgence ;
- Des capacités financières et techniques limitées pour acteurs de protection ;
- Une insuffisance de communication entre les acteurs de monitoring de protection et les intervenants dans le domaine de protection de l'enfant, (référencement) ;
- L'ineffectivité des mécanismes de coordination dans certaines régions du Nord du fait de la situation sécuritaire.

Perspectives

- Harmonisation des outils de collecte d'information et actions pour en cours pour la mise en œuvre de la base de données CPIMS par la coordination du sous cluster protection de l'enfance,
- Mobilisation des financements par la coordination du sous cluster protection de l'enfance pour élargir la couverture et répondre aux besoins de prévention et réponse de protection de l'enfance en urgence,
- Renforcement des capacités des membres de la coordination à travers des formations, des retours d'expériences et de bonnes pratiques et des actions conjointes pour l'organisation des réunions,
- Révision du système de référencement entre les acteurs de la protection de l'enfance,
- Actions de plaidoyer par le groupe sectoriel de protection auprès des autorités pour améliorer l'accès,
- Redynamisation des mécanismes communautaires de plaintes pour les PSEA,
- Poursuite des campagnes de sensibilisation auprès des communautés sur les conséquences néfastes des VBG et de l'exploitation et de l'abus sexuel,
- Finalisation de la cartographie des services d'offres VBG, le sondage sur les risques de VBG, et le système de référencement,
- Actions de suivi pour le pool de formateurs nationaux sur la gestion des cas de VBG,
- Organisation d'une formation de recyclage pour les utilisateurs GBVIMS afin de renforcer la collecte et l'analyse des données.

Messages clés

- Le retour de l'administration et la restauration de l'autorité de l'Etat contribueront à faciliter l'accès humanitaire dans les zones affectées et à faciliter l'accès de la population à la documentation civile ;
- Un accès humanitaire et des financements sont les conditions sine qua non pour la prise en charge des groupes vulnérables et pour permettre la disponibilité des services multisectoriels pour les victimes ;
- Le retour effectif des autorités judiciaires dans le nord du pays est un facteur clé pour la lutte contre l'impunité, pour le rétablissement de l'Etat de droit au Mali, et pour permettre d'assister les personnes ne disposant pas de documentation civile.

Impact concret dû au sous-financement et/ ou au manque d'accès

- Faible réponse dans le domaine de la protection et inaccessibilité aux services essentiels pour les groupes cibles affectés par les conflits armés et intercommunautaires ;
- Faible couverture des zones de conflits en monitoring, actions de prévention et évaluations de protection.

Coordination

- Coordinateur du Cluster Protection : Matho Nianga DORE, UNHCR, doren@unhcr.org, tel +223 75996304 ;
- Co-facilitatrice du Cluster Protection : Mariam SY, NRC, mariam.sy@nrc.no, tel +223 75995417
- Coordinateur du Sous-Cluster Protection de l'Enfance : Luc MUKULUDERHA, UNICEF : lmukuluderha@unicef.org; tel +223 75 99 34 08
- Coordinateur du Sous-Cluster VBG : Fabiola NGERUKA, UNFPA, ngeruka@unfpa.org, tel + 223 71590620 ;
- Coordinateur du GT Lutte Humanitaire Anti-mines : Cynthia MAHONEY, UNMAS, cynthiaM@unmasmali.org, tel +223 66756772.
- Coordinateur du GT Accès à la Justice et État de Droit : Aime Ntumba KAKOLO, OHCHR, ntumbakakolo@un.org, tel +223 94951340,
- Coordinateurs de la Commission Mouvement de Population : Olivier BALAGIZI, IOM, obalagizi@iom.int, tel +223 90500013 et Abdramane Niama TOGORA, DNDS, tel : 76 35 85 21, email : ant.togora@yahoo.fr

Membres du cluster

ABA ROLI ; ACFS, ACORD ; ACTED ; AEN ; AJDM ; AME; AMSS; ARGA- MALI; CRS; DCA; DEMESO; DNDS / MSAH; DNPEF; DRC/DDG; HANDICAP INTERNATIONAL; IAMANEH/ MALI; IDLO; IEDA RELIEF; IMC; INTERNATIONAL ALERT; IRC; ISLAMIC RELIEF- MALI; MAG; MERCY CORPS; MJDH; HCHR; NRC; OCHA; OIM; OXFAM; PAM; PLAN MALI; PNUD; SAVE THE CHILDREN; SECOURS ISLAMIC FRANCE; SFCG; SINISANUMAN; SOLIDARITE INTERNATIONALE; TDH; UNFPA; UNHCR; UNMAS, UNICEF; UNWOMEN; WANEP; WV

Santé

	Requis	Reçu	
Financements au 31 décembre 2017		12M	3.5M (29%)

Objectifs

- Améliorer le système de préparation et de riposte aux épidémies et catastrophes.
- Augmenter la couverture géographique de l'accès et l'offre des soins aux populations des 24 districts sanitaires.
- Renforcer le Système d'information sanitaire au niveau de 24 districts sanitaires.

Réponse et lacunes

- Adaptation des Termes de Références des Médecins d'Appui de l'OMS dans les différentes régions sanitaires en y incluant les activités liées à l'intégration de la nutrition ;
- Choix de deux indicateurs de transition à présenter à l'équipe humanitaire pays (% de structures de soins fonctionnels dans les régions du nord et du centre du Mali ainsi que la part du financement domestique ou de l'Etat, les collectivités, Mairie pour les structures de santé) ;
- Finalisation du cycle de planification humanitaire (HNO/HRP) ;
- Suivi des recommandations de l'équipe IOAC au cours de leur dernière visite au Mali ;
- En plus des réunions mensuelles du cluster tenues au niveau national, une réunion ad hoc sur l'allocation CERF a été tenue au cours de laquelle une stratégie du cluster santé a été mise en place en lien avec la stratégie de l'EHP.

Indicateurs	Cible	Q1	Q2	Q3	Q4	Cumul	Taux
Complétude/promptitude des rapports SIS	1 248	236	260	336	317	1 149	92%
Nombre de consultations curatives réalisées	1 368 205	346 354	159 187	188 191	623 225	1 316 957	96%
Nombre de Clusters régionaux santé-nutrition fonctionnels	28	6	9	10	2	27	96%

Défis

Les défis du trimestre précédent restent d'actualité notamment en rapport avec la réduction du nombre de cliniques mobiles suite aux attaques d'ambulances par des groupes armés, le coût élevé de véhicules de location suite aux multiples attaques des éléments armés. Le faible financement du

secteur et la difficulté d'accès aux populations vulnérables dans certaines zones secondaires suites aux attaques récurrentes envers le personnel médical et le matériel médical sont également à noter.

Perspectives

- Continuer le renforcement de la coordination régionale du cluster à travers l'affectation de médecins d'appui de l'OMS dans les différentes régions sanitaires ;
- Renforcer la gestion de l'information à travers la décentralisation et l'évaluation de besoins en temps réel dans les clusters régionaux ;
- Soutenir le plaidoyer auprès de toutes les parties prenantes afin de considérer la neutralité des humanitaires pour une amélioration de l'accès vers les populations vulnérables ;
- Consolider la recherche de fonds pour le financement des projets des membres du cluster santé mis en ligne sur l'OPS pour 2018.

Messages clés

Le secteur de la santé reste sous financé alors qu'il demeure de manière incontestable un secteur vital pour l'amélioration et le soulagement des souffrances des populations affectées au nord et au centre du Mali.

Impact concret dû au sous-financement et/ ou au manque d'accès

- L'impact du sous financement du cluster et le faible accès lié aux attaques récurrentes réduisent non seulement l'accès humanitaire déjà faible mais augmentent surtout le risque de morbidité liée aux épidémies et la mortalité maternelle et infantile avec comme effet de ne pas atteindre l'Objectif 3 du Développement Durable.

Coordination

- Coordinateur du cluster ai : Dr Yao Theodore, OMS, yaot@who.int tel. 730828 44
- Co-Lead du Cluster Santé : Dr Didier KIRONGOZI TAMBWE, IMC, dkirongozi@internationalmedicalcorps.org
Tel : 90 46 48 37
- Point Focal OMS : Dr Massambou SACKO sackom@who.int

Membres du Cluster

ACF-E, AMCP/ALIMA, AVSF/ADESAH, CDC, CICR, CRF, CRM, Handicaps, IEDA, IMC, MDM-B, MDM-E, MDM-F, MSF, MSI, OCHA, OMS, PSI, PU-I, SADEVE, SANTE SUD, SAVE THE CHILDREN, SMARA, SOLISA, UNFPA, UNICEF, USAID, WHH et le Gouvernement Malien) pendant les réunions du Cluster Santé à Bamako, et des sous cluster de Tombouctou, Gao et Mopti.

Sécurité alimentaire

	Requis	Reçu
Financements 2017 au 31 décembre 2017	105M	48.2M (46%)

Objectifs

- Fournir aux personnes en situation d'urgence une assistance coordonnée et intégrée, nécessaire à leur survie ;
- Soutenir les populations vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle pour mieux faire face aux chocs agro-climatiques et sécuritaires en renforçant leurs moyens d'existence ;
- Renforcer la capacité des acteurs nationaux et structures locales pour faire face aux chocs agro-climatiques.

Réponse et lacunes

Durant le quatrième trimestre 2017, la réponse des partenaires du cluster Sécurité Alimentaire (SA) s'est focalisée sur la réponse « post-soudure », notamment par les transferts monétaires à usages multiples. Du côté agro-pastoral, la réponse s'est concentrée sur l'appui au cheptel et à l'élevage. Les populations des régions touchées par la crise ont

continué d'être assistées par les partenaires du cluster. Les régions de Mopti, Tombouctou et Gao ont représenté l'essentiel de la réponse. Plus ponctuellement, quelques interventions ont été enregistrées dans les régions de Kayes (7 500 personnes), Kidal (1 200), Koulikoro (7 300) et Ségou (11 000).

Indicateurs	Cible	Q1	Q2	Q3	Q4	Cumul/max	Taux
Nombre de pers. affectées par la soudure 2017 ayant reçu des transferts saisonniers (en nature, espèces ou coupons)	366 000	141 855	324 702	411 506	97 636	411 506	100%
Nombre de pers. ciblées ayant reçu des transferts non saisonniers « de résilience », (nature, espèces ou coupons)	337 000	34 466	147 042	292 396	273 023	292 396	87%
Nombre de pers. ciblées ayant reçu un soutien agricole ou au bétail	533 000	90 457	114 043	191 953	122 050	518 503	97%

Défis

- La persistance de l'insécurité au nord et au centre du pays affecte la mise en œuvre des activités ;
- L'insuffisance des fonds dédiés au secteur SA contraint les partenaires à prioriser les activités ;
- La complexité à différencier les besoins humanitaires liés au conflit et aux aléas climatiques localisés et conjoncturels, des besoins structurels dus à des vulnérabilités chroniques ;
- Le rapportage et l'implication des membres du cluster s'est nettement amélioré depuis 2016, mais ces efforts doivent absolument être poursuivis pour suivre la mise en œuvre de la stratégie sectorielle.

Perspectives

L'année 2017 et ses planifications sont terminées, mais déjà les partenaires doivent se préparer à fournir une réponse rapidement début 2018. La soudure pastorale s'annonce difficile et précoce. Ainsi, le cluster SA concentrera ses actions sur les points suivants :

- Continuer d'améliorer la collecte et le partage des données, notamment sur les activités de renforcement des moyens d'existence et la résilience des populations ;
- Poursuivre l'accompagnement des trois sous-clusters SA dans leur redynamisation, notamment avec l'organisation d'ateliers de renforcement des capacités des membres ;
- Grâce à la redynamisation des clusters régionaux et l'établissement d'un lien assez fort entre le niveau régional et national, le travail d'ensemble va renforcer le système de coordination et faciliter la préparation et la réponse avec une grande implication des structures étatiques et partenaires locaux. Ces actions appuieront le lien (ou « nexus ») entre les interventions d'urgence et celles sur la transition et le développement pour avoir une stratégie d'intervention globalement mieux articulée entre l'humanitaire et le développement.

Messages clés

- Tout comme le troisième trimestre, le dernier trimestre de 2017 a été marqué par une fin de soudure agricole éprouvante pour les ménages les plus pauvres des régions du centre et du nord du Mali. Les stocks céréaliers de ces ménages sont faibles et ne leur permettront de tenir qu'un ou deux mois dans certains cas. Leur accessibilité aux marchés est également préoccupante dans les régions du nord, avec des hausses de prix alarmantes sur certains marchés du mil, notamment dans la région de Ménaka, très affectée par les incidents sécuritaires ;
- En référence au dernier atelier du Cadre Harmonisé (novembre 2017), l'insécurité alimentaire et la malnutrition continuent de se dégrader depuis 2015, avec plus de 4 millions de personnes dans le besoin à la mi-2018, dont 800 000 personnes avec un besoin d'assistance alimentaire immédiate (phases « crises » et « urgence »). En plus de l'aide alimentaire, il est important de les aider durablement à sortir de la situation précaire dans laquelle ils se trouvent, avec des actions renforçant leur résilience ;
- En lien avec les événements sécuritaires, de fortes contraintes d'accès ont été observées pour répondre aux besoins humanitaires dans les zones nord du Mali, le plaidoyer doit se poursuivre pour faciliter l'accès aux populations vulnérables ;
- Recrudescence des incidents inter-ethniques ou de contrôle des ressources au Mali, notamment dans le centre (région de Mopti et Ségou) déstabilisant les populations rurales et impactant négativement sur leur potentiel productif tant agricole que pastoral ;
- Risques de déstructuration des marchés et baisse de l'intégration des marchés du fait de l'insécurité persistante sur certains axes commerciaux, avec le retrait des services sociaux et techniques de l'État dans certaines zones, dont Ségou et Mopti. L'impact sur les populations maliennes pourrait être important.

Impact concret dû au sous-financement et/ ou au manque d'accès

Si toutes les populations vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle ne sont pas assistées cela risquerait d'augmenter les taux d'insécurité alimentaire et de malnutrition, de manière alarmante.

Coordination

- Coordinateur du cluster SA : Fabien Tallec fabien.tallec@fscluster.org
- Co-chair: Karamoko Sidibe, WHH: Karamoko.Sidibe@welthungerhilfe.de 76 76 76 67

Membres du cluster

FAO, PAM, Welt hunger hilfe, Banque Mondiale, Coopération Allemande (inclus GIZ), Coopération Américaine (Etats Unis), Coopération Belge (inclus CTB-BCT), Coopération Brésilienne, Coopération Canadienne, Coopération Espagnole, Coopération Française, Coopération Luxembourgeoise, Coopération Suisse, Délégation de l'UE (inclus ECHO), DRC, NRC, Usadf, CSA (inclus OMA et SAP), Ministère de l'Agriculture, Ministère de l'Élevage et Hydraulique, PRIA-MALI, FAO, OCHA, PAM, PNUD, UNFPA, UNHCR, UNICEF, ACF – Spain, ACTED, ADRA, AVSF, CARE International, Caritas Suisse, CICR, CONEMUND, COOPI, CRS, DCA, Handicap International, IMC, IRC, IRD Global, Islamic Relief, Mercy Corps, MPDL, MZC, Oxfam, PU International, Rescate Internacional, Secours islamique France, Solidarités International, Tearfund, World Vision, ACOD, ADAF GALLÉ, ADAZ, ADESAH, ADG, ADR, AEDD, AEDM, AFAR, AFIMA, A-KARED, Amassa Afrique Verte, AMCP/ALIMA, OMVF, AMSS, APROMORS, ARDIL, ASG, CAES, Caritas Mali, CEPAP, CRAD, CSPEEDA, DGR, Femmes & Développement (FEDE), GAAS Mali, G-Force, GRAIP, GRAT, IMADEL, JEM, JOAC, Letonus Mali, ODES, ORFED, Résilience DEVCO, SABA, SIA Mali, STOP SAHEL, TASSAGHT, TNT, UAVES, Plan International, ADG, Banque Mondiale, Croix rouge Danoise, CSA, SOS Sahel, USAID, ECHO, Handicap Mali, AVSF, CRS, WHH, IMC, AMDD, Oxfam, Consortium AFASO (SIA Mali), IRC, GARDL, CSPEEDA, ADRA, Flag International, Save the Children, OXFAM, Acted, Enda, SNV, Caritas Suisse, HI, CISV, HKI, Socodevi, CAES, SOS Sahel, SOS Faim, MZC, VSF-Belgique, Planète Urgence, Afrique Jeune 2020.